

A l'heure de la mondialisation

Crise écologique, internationalisme et anticapitalisme

lundi 30 septembre 2002, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 30 septembre 2002).

La contribution qui suit reprend un thème abordé lors du Congrès Marx II dans l'atelier « Vers un nouvel internationalisme », puis dans feu *Politique la revue*. (1)

Sommaire

- [Quelle crise écologique ?](#)
- [Internationalisation et \(...\)](#)
- [Les effets de la mondialisation](#)
- [Le renouveau internationaliste](#)
- [Responsabilités réciproques](#)
- [Concluons sur un triple \(...\)](#)

Depuis 1998, le contraste entre l'hommage officiel rendu à la cause environnementale et l'absence de mesures politiques écologiques effectives n'a cessé de s'accroître. Comme en témoigne l'actualité internationale et française. En mars 2002, la conférence onusienne de Monterrey, au Mexique, sur le financement du développement, aura été un nouveau sommet du double langage. Les envolées lyriques ne se sont conclues ni sur l'annulation de la dette du tiers-monde ni sur des engagements significatifs en matière d'aide publique. En conséquence, la rencontre de Rio + 10, à Johannesburg fin août 2002, s'annonce bien mal : sur quelles ressources fonder ce développement durable dont chacun chante les mérites ?

En France, l'expérience du gouvernement de la gauche plurielle est accablante. La fermeture de Superphénix et l'abandon du Canal Rhin-Rhône n'auront été que des décisions d'opportunités, suivies par cinq ans d'immobilisme. L'Etat renonce en fait, pièce à pièce, aux moyens mêmes d'une politique environnementale : autorisation d'OGM, maintien d'une fiscalité favorable au diesel, privatisations en chaîne (autoroutes du Sud, engagements pris conjointement par Chirac et Jospin lors du sommet de Barcelone sur le secteur de l'électricité, démantèlement rampant du rail...). Très symboliquement, Lionel Jospin n'a pas hésité à multiplier les provocations anti-écologistes en pleine campagne présidentielle, déclarant que la France resterait nucléaire ou amorçant, contre la volonté des populations, la réouverture aux camions du tunnel du Mont Blanc sans qu'aucun changement n'ait été annoncé dans la politique des transports.

L'aveuglement de Jospin, poussé à un tel point, évoque inmanquablement sa formation personnelle, une osmose stérile de lambertisme et de social-démocratie. Mais il y a évidemment plus. La forme prise par la domination du capital à l'heure de la mondialisation libérale ne laisse pas d'espace pour un réformisme classique ni pour son renouvellement dans le domaine environnemental. Plus rapidement encore que dans la période antérieure, l'exigence écologique et la défense des besoins sociaux se heurtent aux logiques capitalistes, à la loi des actionnaires, aux contraintes du marché mondial.

Quelle crise écologique ?

L'immobilisme en matière environnementale est, aujourd'hui, tout aussi inacceptable que le renoncement au progrès social. De quoi parlons-nous, en effet ? D'une crise écologique majeure, d'origine humaine, à dynamique globale, très contemporaine dans son ampleur et ses implications. Chaque terme de cette formule, d'apparence banale, pose problème, fait clivage. Reprenons-les un à un, brièvement.

- **Crise.** Nous parlons bien ici d'une crise écologique, et ce en deux sens. Un sens général : le déclin marqué de la biodiversité, de la diversité des écosystèmes. Un sens particulier : la fragilisation, tendancielle mais qualitative, des conditions d'existence de l'espèce humaine par la modification de l'environnement.

Cette notion de crise nous conduit à poser un certain nombre de questions : quand est-elle apparue ? pourquoi à ce moment-là et sous cette forme ? Certains courants écologistes « fondamentalistes » diluent jusqu'à l'infini la notion de crise, mettant en cause l'impact humain en tant que tel sur la nature (car il s'avère qualitativement supérieur à l'impact des autres espèces vivantes). Ils font ainsi remonter l'origine du mal à la révolution néolithique : la raison historique perd alors toute raison d'être. L'affaire n'est pas sans importance !

- **Origine humaine.** Si l'actuelle crise écologique était d'origine naturelle, nous ne pourrions nous attaquer qu'à ses effets. Même dans ce cas, la capacité sociale et non seulement technique de nos sociétés de répondre à ce défi serait en question. Mais la crise présente est d'origine humaine. Elle met en fait très directement en cause le procès de production dans son ensemble : de son début (ponction sur les ressources) à ses médiations (via la consommation) jusqu'à sa fin (rejets).

Il s'avère impératif de s'attaquer aux causes mêmes de la crise écologique, en modifiant le fonctionnement présent des sociétés humaines, en modifiant donc la logique intime du procès de production. Moins que jamais, la question ne peut être réduite à ses dimensions scientifiques ou techniques. La problématique écologique rencontre ici la problématique sociale. Derrière un certain unanimité de façade (de la droite à la gauche anti-capitaliste en passant par la gauche de gouvernement, tout le monde est aujourd'hui écologiste), le traitement de la crise environnementale va en conséquence susciter les mêmes controverses que la réponse à la crise sociale.

C'est cette rencontre inévitable entre l'écologique et le social qui, au fond, permet d'interpréter la portée des grandes polarités, des clivages structurants, des conflits d'intérêts qui s'affirment autour des polémiques engendrées par cette crise.

- **Dynamique globale.** Le jugement reste controversé, on y reviendra. Mais le débat écologique a changé de qualité, au cours des deux dernières décennies. On s'inquiétait hier de l'ampleur croissante des dégâts écologiques et de la multiplication de désastres localisés, on perçoit aujourd'hui une menace plus universelle. Le passage d'une époque à l'autre : quand les crises écologiques, dans leur multiplicité, amorcent une dynamique globale ; quand les limites de la biosphère, qui a longtemps été considérée comme un infini au regard de nos besoins vitaux, nous deviennent perceptibles. Comment s'opère ce passage, ce changement d'époque ? Il faut, pour le comprendre, faire appel à la notion de mode de production, en l'occurrence à la notion systémique de capitalisme. Les marxistes y sont, en principe, prêts. L'affaire ne va pas du tout de soi pour les courants « verts » non socialistes. Le social-libéralisme (sans parler du libéralisme tout court) est bien incapable de poser même le problème.

- **Contemporaine.** Ce qui n'était qu'hypothèse logique, dans la critique marxiste d'hier, devient

réalité : la crise prend une dimension globale sous l'impulsion du « productivisme inné » propre au capitalisme, de sa logique interne - la « production pour la production » quand il y a promesse de profits (et la non production dans le cas contraire).

D'autres sociétés, très anciennes (en Mésopotamie, dit-on) ou contemporaines (sous le stalinisme, notamment) ont certes engendré des désastres écologiques - comme le capitalisme au cours de ses premiers siècles. Mais dans ses dimensions et sa dynamique présentes, le phénomène est récent. Il ne prend forme qu'à partir des années cinquante ; ses conséquences ne s'affirment que dans les années quatre-vingt.

La question qui nous est posée est donc pleinement historique. Dans sa généralité, l'actuelle crise écologique ne se comprend que par les entrelacs de l'histoire des sociétés humaines, de l'histoire du vivant et de l'histoire de la nature ; dans sa spécificité, elle s'inscrit dans les transformations contemporaines du capitalisme ; à savoir, les transformations postérieures à la seconde guerre mondiale.

Internationalisation et seuils qualitatifs

L'émergence d'une crise écologique à dynamique globale répond à un processus relativement récent d'internationalisation du capital. Côté production, au développement de la pétrochimie et de l'agro-industrie, du transport automobile et aérien, du secteur énergétique et du Bâtiment-Travaux public (le BTP), etc. - et aux formes de consommation qui leur sont liés. Côté internationalisation du capital, à une extension nouvelle (très sensible dans l'agriculture, par exemple) et à des degrés nouveaux d'organisation du marché mondial, à sa densification.

A l'arrière plan de bien des polémiques, on retrouve souvent cette question nodale du rapport contemporain entre crise écologique et dynamique mondiale du Capital. Bien entendu, il ne faut pas espérer une parfaite cohérence entre positions environnementales et sociales. L'intégration au débat de société des données « naturelles » n'est pas chose simple et une certaine confusion s'avère toujours inévitable, pour ne pas dire nécessaire. Mais les positionnements socio-politiques n'en éclairent pas moins souvent l'argumentaire écologique.

Relevons par exemple que le philosophe Luc Ferry vient d'entrer dans le gouvernement Raffarin (en tant que ministre de l'Éducation nationale). L'humanisme anti-nature et réducteur qu'il professait hier dans sa polémique contre le « nouvel ordre écologique » s'accommode aujourd'hui sans états d'âme de l'ordre patronal incarné par le Medef, sous les auspices duquel se constitue la nouvelle présidence Chirac.(2)

Il est intéressant, de ce point de vue, de revenir une nouvelle fois sur les positions défendues par le démographe Hervé Le Bras. Dans *Les limites de la planète*, il dénonçait avec vigueur le « déterminisme démographique » en une polémique fort bien venue. Mais il croisait aussi le fer avec « les » écologistes (qui seraient tous malthusiens !) et affirmait qu'il n'existe aujourd'hui encore que des crises écologiques localisées. La notion de crise globale ne serait qu'un mythe véhiculé par une désastreuse « *écologie mondialiste* ».

Les arguments de Le Bras sont assez surprenants. Car enfin, peut-on prétendre que l'apparition du trou d'ozone conforte sa thèse sous prétexte que, pour des raisons climatiques, il reste essentiellement localisé au-dessus du pôle Sud, alors qu'il résulte de la production mondiale - un impact sans précédent de l'activité humaine dans la haute atmosphère ?

Bien entendu, en matière de réchauffement climatique, le débat reste ouvert sur son ampleur, sur ce

qu'il doit aux causes naturelles d'une part et aux causes artificielles (humaines) d'autre part ; bien évidemment encore, l'humanité ne produit pas seulement des gaz à effet de serre et il est aléatoire de déterminer l'effet combiné de tous les rejets. Mais le problème posé - l'impact de la production sur les équilibres de la biosphère - n'est-il pas en lui-même radicalement nouveau ? Il y a bel et bien modification artificielle du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère. Ce constat soulève une question particulièrement problématique : dans un système complexe comme la biosphère, une transformation quantitative d'équilibres particuliers peut un jour provoquer un changement « brutal » de l'équilibre d'ensemble, un réajustement qualitatif...

En bref, Le Bras noie le poisson. Il est très significatif que, dans cet ouvrage, il n'aborde que marginalement la question du marché mondial, de l'internationalisation du capital, de ses conséquences sur la crise écologique et du contenu nouveau qu'il donne à la notion de « monde » - ou à celle de population mondiale. L'existence d'un marché mondial structurant, hiérarchisé et inégalitaire est une donnée majeure. L'occulter répond à un projet politique (réformiste), pas à une démarche scientifique. (3)

Les débats d'écologie politique sont intrinsèquement liés aux perceptions sociopolitiques. Ils me semblent porter avant tout, concernant Le Bras, sur la critique du capitalisme contemporain. Pas sur la réalité des interactions entre production humaine et processus naturels.

Autre exemple, un article « type » de Michel Godet, que je citais en 1998. Notre professeur au Conservatoire national des arts et métiers tendait à ne voir dans la question du réchauffement climatique qu'un effet de mode, le fruit d'une manipulation de chercheurs en quête de fonds et de gouvernements soucieux de détourner l'attention publique, ou l'expression d'une irrationnelle anxiété millénariste. L'article reproduisait l'argumentaire type de ceux pour qui les débats sur la « mondialisation » n'ont pas de raison d'être : rien de neuf sous le soleil. Mais l'auteur n'abattait ses cartes qu'en conclusion : « *la question du suicide de la vieille Europe par dénatalité n'est pas moins importante que celle du réchauffement de la planète* ».

Les théories du complot ne permettent pas d'avancer bien loin : l'industrie nucléaire dramatise l'enjeu climatique alors que l'industrie pétrolière le minimise... Un point partout. Et les aléas de la connaissance scientifique ne nous empêchent pas de percevoir la réalité des changements en cours. Il y a belle lurette qu'une très grande partie des terres émergées est occupée, remodelée par l'action humaine. Mais la prise de contrôle du domaine agricole mondial par l'agro-industrie est, elle, un phénomène récent. Qui a des implications sociales et culturelles majeures : la destruction des agricultures paysannes et des indépendances alimentaires, notamment. Qui a des conséquences environnementales tout aussi radicales, avec la disparition de très nombreux écosystèmes, produits d'histoires humaines et naturelles entrelacées, multiples et originales. Il en va de même dans les domaines forestiers et maritimes. Le changement n'est pas quantitatif, mais qualitatif.

Destruction des sols, pollution des eaux et de l'air... Est-il si difficile de percevoir que nous passons de véritables seuils qualitatifs, aux conséquences à la fois environnementales et sociales (sur la santé publique et les inégalités sociales) ? Vache folle, résistance aux antibiotiques, diffusion massive des OGM... les maladies de demain, dans l'ombre menaçante de l'agroalimentaire, toujours ; et un impact environnemental potentiel sans précédent encore. Ces questions seraient-elles le fruit d'une irrationalité millénariste ? Quel que soit le domaine, l'écologique et le social se retrouvent solidairement en cause dans la crise, elle-même inséparablement socio-environnementale - parce qu'un mode de production global est à l'œuvre.

Les effets de la mondialisation

Les coûts potentiels induits par la crise écologique inquiètent jusqu'aux grandes compagnies d'assurance qui se retirent de certains risques. Mais elle ouvre aussi un profitable champ d'opération au capitalisme. Pollutions croissantes et privatisation du domaine public aidant, on en trouve une illustration frappante avec la transformation de la Lyonnaise et de la Générale des eaux en multinationales géantes, avec le poids qu'elles acquièrent dans la banque et la communication. La CGE, devenue Vivendi Universal en absorbant Havas, Canal +, USA Networks, Seagram...

L'environnement est devenu un important secteur industriel. Il a en ce sens (et en ce sens seulement) donné naissance à un « capitalisme vert ». D'autres secteurs, poids lourds du Capital, sont au cœur de la crise : agro-industrie, chimie, transport, énergie... L'enjeu écologique cible le centre du système, pas sa marge.

Les grands intérêts capitalistes privés ne restent pas inactifs, face à la crise. Mais, ils ne peuvent s'attacher qu'aux effets, non aux causes qui touchent à leur réalité la plus intime. Même sur ce terrain, ils restent prisonniers de la logique du profit alors qu'à l'instar des besoins sociaux, les exigences écologiques les plus pressantes ne s'expriment pas en demande solvable. Le Capital recherche de nouveaux marchés même quand la survie de l'espèce est en jeu (voir la création du marché mondial des droits à polluer en réponse aux enjeux climatiques).

Bien qu'inachevé et probablement inachevable, le processus de « mondialisation » exacerbe cette contradiction. Exigence croissante de rentabilité des placements financiers, alors qu'il faut des investissements lourds à long terme. Postulat du libre marché (un mécanisme à « courte vue »), alors qu'il faut une vision sur la très longue durée. Dérégulations, alors qu'il s'agit bien au contraire de « réguler » durablement (disons-le, de planifier) le développement socio-économique en fonction des contraintes écologiques comme des besoins sociaux. Renforcement de la dictature de l'économique, alors précisément qu'il est urgent de redonner sa place au politique et au démocratique pour concevoir l'articulation du social et de l'écologique. Dissolution des espaces de citoyenneté, alors qu'ils sont indispensables pour penser les rapports entre communautés humaines et environnement...

La mondialisation contribue-t-elle, par contre-coup, au surgissement accéléré d'un nouvel internationalisme, à la fois social et écologique ? Oui, mais pas sans lutte. Car elle risque aussi d'aiguiser les déchirements de la référence écologique, de favoriser les replis de la conscience démocratique et sociale.(5) Les effets politiques et idéologiques de la mondialisation sont loin d'être univoques :

- Les enjeux écologiques resurgissent souvent aujourd'hui sous la forme de nouveaux problèmes de santé publique et de nouveaux facteurs d'accroissement des inégalités ; ce qui aide à l'intégration de l'écologique et du social. Mais la violence de la crise sociale risque aussi d'estomper la perception de son arrière plan écologique. Ce serait grave, tant il importe de comprendre les rapports changeants entre sociétés humaines et nature, une problématique sans laquelle il n'est pas d'écologie politique.
- Dans son versant politique, la mondialisation peut favoriser le pôle socialement élitiste ou coopté de l'écologie politique. Pas seulement parce que les institutions internationales multiplient les opérations de cooptation en direction de ces milieux qui se donnent pour objectif essentiel la concertation avec les « décideurs ». Parce qu'aussi, en déployant leur offensive contre l'« Etat providence » et les protections sociales comprises comme des droits collectifs, elles ont dangereusement fragilisé les systèmes traditionnels de dominations. Elles veulent parer à ce danger en remplaçant les droits collectifs par la charité, en utilisant le milieu associatif pour tendre des « filets de sécurité » en direction de couches sociales politiquement ciblées.

- En rabaissant sans cesse le politique et en dissolvant les cadres au sein desquels s'exprimait la citoyenneté, le processus de mondialisation favorise les replis identitaires jusque dans leurs formes les plus désastreuses. Voilà qui peut peser sur l'évolution de certaines composantes de l'écologie profonde idéologiquement passéistes et potentiellement proche, par exemple, de courants chrétiens fondamentalistes.

- Mais en imposant dans (quasiment) le monde entier et dans (quasiment) tous les domaines les mêmes politiques néolibérales, incarnées par les mêmes centres de pouvoir, la mondialisation stimule aussi de nouvelles solidarités, disons « transversales », que le processus du Forum social mondial et la ville de Porto Alegre symbolisent aujourd'hui avec éclat. C'est une chance pour l'écologie populaire, celle des mouvements sociaux ayant intégré à leurs perspectives la protection des écosystèmes.

Le renouveau internationaliste

Revenons sur ce dernier point : le renouvellement des solidarités et le potentiel internationaliste des résistances à la mondialisation, en intégrant à la réflexion le champ écologique.

A sa façon et sous d'autres noms souvent, la question écologique a déjà contribué dans le passé à renouveler certaines pratiques internationalistes, en ce qui concerne surtout le flux de solidarité Nord-Sud. Ce fut notamment le cas durant les années 70, à l'époque du « *Small is beautiful* », quand la critique du modèle « occidental » de développement cherchait à intégrer le social, le technologique et le culturel jusque dans leurs rapports à l'environnement naturel. Cependant, la perception des enjeux est aujourd'hui différente : plus directement qu'auparavant, le modèle dominant de développement est mis en cause dans toutes les parties du monde tant la crise frappe à la fois le Nord et le Sud, l'Ouest et l'Est. La critique portée par les mouvements de résistance à la mondialisation libérale est ainsi devenue systémique. Des thèmes unifiants gagnent une pertinence nouvelle, comme la notion de « biens communs » de l'humanité qui englobent tout à la fois le substrat naturel et son utilisation sociale via le service public (voir l'exemple de l'eau). Au flux traditionnel, et toujours essentiel, de solidarité Nord-Sud se combine un sentiment plus immédiat de communauté de sort, de communauté de combat.

Le point d'inflexion qui annonce le Forum social mondial remonte en France à la grève de novembre-décembre 1995. L'évolution est rapide. Dans le cadre de la campagne des Autres Voix de la planète, lors du contre-G7 de juin 1996 à Lyon, ce sont des mouvements sociaux (y compris syndicaux, mais en l'occurrence plus espagnols que français...), qui ont introduit les débats dans l'atelier traitant de l'écologie. Et c'est le Droit au logement qui a organisé la tournée française du Mouvement des sans-terre brésilien : la solidarité des « sans ». Hier, cela aurait été un comité de solidarité anti-impérialiste qui aurait invité les paysans brésiliens. Et l'atelier « écologie » aurait été animé par des associations de label écologiste - ou n'aurait pas existé. Depuis, thèmes sociaux et écologiques ne cessent de se rencontrer lors des campagnes de type anti-FMI, anti-AMI ou pro-taxe Tobin, avec l'apothéose de Seattle, fin 1999, contre l'ouverture du nouveau cycle de négociations au sein de l'OMC. Ainsi, tout naturellement, une association comme Attac intègre à son programme la résistance aux OGM.

L'agro-industrie imposant sa dictature à toute la société, la « question paysanne » a retrouvé une place centrale dont témoigne le rôle joué, au sein du processus du FSM dans son ensemble, Via Campesina -en particulier le MST au Brésil et la Confédération paysanne en France. Avec l'internationalisation en cours du Forum social mondial, notamment en Asie, ce rôle va se renforcer encore. Or, dans la production alimentaire, les enjeux écologiques et sociaux sont liés d'un nœud

particulièrement serré. Et voilà les paysans qui constituent l'une des internationales les plus actives, eux qui étaient censés ne pouvoir regarder au-delà de l'horizon borné du village. Beau pied de nez au marxisme dogmatique.

L'évolution est rapide. Dans mon article de 1998, dont j'ai ici repris la trame, mon jugement restait prudent : *« Du renouveau, il y a. Mais en pointillé seulement. Est-ce une vision trop pessimiste ? La conférence de Rio, notamment, n'a-t-elle pas représenté un tournant majeur en ce domaine ? Pas si l'on parle d'internationalisme, et non d'initiatives internationales en général. Hors l'action de mouvements politiques et sociaux, la référence internationaliste reste désincarnée, vide de sens : c'est une notion d'emblée militante, impliquant volonté et capacité de mobilisation. La problématique écologiste ne peut ainsi nourrir un nouvel internationalisme, au fond et durablement, que si elle resurgit dans l'arène politique portée par des luttes et des exigences populaires. Or, de ce point de vue, l'ambiguïté fût reine à la conférence de Rio. »*

Depuis lors, dans cette définition même, un nouvel internationalisme des mouvements sociaux est effectivement né, porté par le succès d'associations comme Attac, l'engagement de syndicats (en France, Brésil, Corée du Sud, Etats-Unis...), ou d'organisations paysannes, l'événement de Seattle et le processus du Forum social de Porto Alegre. Dans une certaine mesure au moins, la référence écologiste participe de cette dynamique d'ensemble.

Le bilan du Sommet de la terre n'était pas univoque. Des notions positives ont été légitimées, voire adoubées. Mais on peut penser que le prix de Rio fut bien lourd à porter pour le monde associatif. Le problème n'est pas celui de l'action institutionnelle en tant que telle. Mais du centre de gravité de l'activité : est-il situé dans le champ des luttes sociales ou dans le cadre des institutions gouvernantes ? Dans les années 70, l'aile progressiste des ONG s'identifiait étroitement (trop, parfois) à des mouvements combattants. Ce lien s'est distendu, d'abord parce que des partis ont instrumentalisé abusivement le monde associatif, ensuite parce que les luttes sociales ont décliné. Un seuil qualitatif a cependant été franchi quand les ONG « dominantes » ont commencé à se prétendre les représentantes mêmes de la « société civile », à se faire reconnaître pour telle. Alors qu'à quelques exceptions près, elles n'en ont aucun des attributs (recrutement de base, fonctionnement démocratique, représentativité éprouvée dans l'organisation des luttes, etc.).

Le processus du Forum social mondial permet à nouveau aux ONG qui le désirent de se lier aux luttes sociales. Elles ont toujours un rôle important à jouer, en particulier dans le domaine environnemental. En effet, à quelques exceptions près ici aussi, l'assimilation par les organisations syndicales et sociales de la problématique écologique reste très inégale, fragile, lente. Quand, du moins, elle existe, ce qui est loin d'être toujours le cas.

Responsabilités réciproques

Compte tenu même des progrès accomplis ces dernières années, la responsabilité réciproque des écologistes qui ne se pensent pas marxistes et des marxistes qui se veulent écologistes reste pleinement engagée. Les premiers doivent clarifier leur analyse du fonctionnement des sociétés humaines et des moyens de le transformer - ce qu'ils évitent généralement de faire. Les seconds doivent montrer dans quelle mesure ils font leur la problématique écologique - ce qui ne va pas sans poser problème. Quelle écologie peut intégrer la problématique sociale ? Quel marxisme peut intégrer la problématique écologiste ? Comment, enfin, élaborer un programme intégrant réellement exigences écologistes et sociales ? Il ne suffit en effet pas de présenter deux séries parallèles de revendications, l'une pour sauver les pauvres, et l'autre pour sauver la planète. Il importe de combiner de façon cohérente les réponses aux besoins sociaux et aux contraintes

environnementales. Ces questions font largement l'objet de mon article d'Ecologie et politique et de ma contribution au 150^e anniversaire du manifeste. Je n'y reviens pas. Si ce n'est pour souligner trois points particuliers :

* **Reconstruire une alternative d'ensemble.** Pour s'inscrire dans la durée, le renouveau internationaliste exige l'élaboration progressive, nourrie par l'expérience des mouvements sociaux, d'une perspective alternative commune et cohérente. Cela ne se fera plus sans l'intégration de l'écologique et du social. L'espace de rencontres et de convergences que constitue le FSM de Porto Alegre offre un cadre à cette élaboration collective.

* **Intégrer la question démographique.** La gauche, notamment de facture marxiste, n'aborde généralement la question démographique que de façon polémique. Une polémique nécessaire contre les tenants du « déterminisme démographique », contre la présentation de la démographie comme une donnée naturelle détachée des rapports sociaux, contre l'utilisation idéologique de la notion de « bombe démographique » en vue de dédouaner, face à la crise, institutions gouvernantes et pouvoirs dominants.

Sommes-nous trop nombreux ? Combien devrions-nous être pour ne pas exercer une prédation trop forte sur la planète vivante ? Certains tenants de l'écologie profonde répondent moins d'un milliard(6). Même s'ils n'en tirent aucune implication explicite, la question et la réponse s'avèrent trop hors de propos pour ne pas être suspectes. Serons-nous huit milliards, ou plus ? Nous sommes ce que nous sommes. La population de demain est pour l'essentiel déjà déterminée aujourd'hui. Il reste donc à l'accueillir dignement. Cela relève du constat, pas du choix.

Quant à la transition démographique, elle semble amorcée à l'échelle internationale. Et c'est tant mieux. Car nous avons probablement déjà passé un point d'inflexion qui fait que l'augmentation de la population mondiale tend à restreindre les possibles, plutôt qu'à les accroître. Ce qui contribue à valider les politiques de contrôle des naissances et d'éducation, ainsi que l'ensemble des combats féministes.

Mais si la démographie n'est pas la cause des maux de notre fin de siècle, une croissance démographique rapide peut tendre à aiguïser des contradictions enracinées par ailleurs dans les rapports sociaux et les rapports de genres, dans l'exploitation et les oppressions. Surtout, la démographie est un facteur dont il faut tenir compte en bien des domaines. Les modes de développement de la Chine (pays « plein ») ne pouvaient copier celui de l'Europe occidentale (industrialisation avec urbanisation et exode rural massif), ni même celui, malheureusement virtuel, d'une Russie révolutionnaire (pays « vide »). Les possibles dans un monde de 3 milliards (hier) ne sont pas les mêmes que dans un monde de 8 milliards (demain). Les contraintes écologiques ne pèsent pas de la même façon. L'occupation de l'espace opère différemment. L'impact de la consommation aussi. Le cheminement concret d'une réforme agraire (distribution des terres, création de coopératives...) doit tenir compte de la densité démographique. En cela aussi, un programme de transformation sociale internationaliste ne peut être le même au début du XX^e siècle et au début du XXI^e.

Il faut donc intégrer positivement le facteur démographique à la réflexion programmatique et à l'élaboration des alternatives.

* **La question agraire.** Enfonçons le clou. L'agro-industrie joue un rôle majeur dans l'aménagement du territoire, l'occupation de l'espace, la désertification humaine et la destruction du tissu social dans le monde rural. Dans le renouvellement des rapports de dépendance entre « centre » et « périphérie », dans l'aggravation qualitative des pollutions, la dégradation de l'alimentation, la création de nouvelles menaces sanitaires, la perte des sols et la dynamique de crise écologique

globale...

La question agraire n'intéresse pas que le tiers-monde. Elle reste essentielle, même dans un pays comme la France dont la population est massivement urbaine. Il reste fort à faire pour réintégrer ces questions dans notre réflexion et notre action collective. C'est pourtant essentiel, en particulier pour répondre à la crise écologique et pour définir des perspectives solidaires communes Nord-Sud.

Concluons sur un triple constat

Le triomphe idéologique du libéralisme, patent au début des années 90, a été de courte durée. Les résistances ont commencé à prendre de l'ampleur à partir de 1995. Les crises financières de 1997-1998 ont révélé les contradictions internes propres à la mondialisation capitaliste. Le mouvement ouvrier reste par bien des aspects sur la défensive. Mais un changement positif de période ne se confirme pas moins avec l'extension des résistances, la dynamique des convergences militantes.

La mondialisation capitaliste impose des nouveaux modes de domination qui réduisent encore l'espace vital du réformisme. La social-démocratie classique, déjà étiolée, laisse le champ libre au social-libéralisme. En revanche, l'aspiration à une alternative globale s'affirme à gauche, « hors système ». Dans la recherche d'une indépendance des mouvements syndicaux et sociaux. En affirmant la primauté des besoins humains, des solidarités et des exigences écologiques sur la raison économique du capitalisme et le pouvoir de la finance.

Nous ne pouvons poursuivre les débats en référence aux années 70. Nous avons besoin, pour relancer la réflexion programmatique, d'une nouvelle expérience historique, vivante. Elle est aujourd'hui en cours. Cela peut être le début d'un renouveau politique profond.

(1) Le thème traité est complémentaire de celui abordé pour le cent-cinquantième anniversaire du Manifeste communiste et dans un article de la revue *Ecologie et politique*. P. Rousset, « Renouveau internationaliste et internationalisation des questions écologiques » *Politique la revue*, 1^{er} octobre 1998 ; « L'écologique et le social : combats, problématiques, marxismes », Le manifeste communiste 150 ans après. Rencontre internationale, Paris, 13 au 16 mai 1998, Contributions, 10^e dossier ; mai 1998 ; « Le vert et le rouge face à la crise socio-écologique », *Ecologie et politique. Science, culture, société*, n° 22, printemps 1998.

(2) L. Ferry, *Le nouvel ordre écologique*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1992.

(3) H. Le Bras, *Les limites de la planète. Mythes de la nature et de la population*, Paris, Flammarion, 1994. Notre démographe vient d'ailleurs de nous offrir un autre exemple, saisissant, de servilité idéologique en cartographiant dans *Libération*, après le premier tour de la présidentielle, le découpage très particulier de champ politique français opéré par Serge July. Pour le patron de *Libération*, hors les partis de gouvernement, point de raison, point de propositions. Les « extrêmes » - de Le Pen à Besancenot - sont tous à mettre dans le même sac, celui des « tribunitiens », des apôtres de la coercition. Hervé Le Bras et le géographe Jacques Lévy dressent donc la carte de la France « tribunitienne » et en tirent doctement des conclusions pour le moins surprenantes : les zones périurbaines constituent le bastion électoral des « extrémistes » (y compris de la gauche radicale) car l'habitat dispersé de la lointaine périphérie renforce les « *tendances au repli agressif* »

- et l'agressivité, comme chacun sait, explique le soutien apporté aux tribunitiens.

(4) M. Godet, « Réchauffement climatique ou perte de mémoire ? », *Le Monde*, 28 août 1998.

(5) Sur ce que j'entends par déchirements de la référence écologique, je renvoie à mon article d'*Ecologie et politique*.

(6) Voir par exemple S. Rowe, « From Reductionism to Holism in Ecology and Deep Ecology », *The Ecologist*, vol. 27, n° 4, 1997.

P.-S.

* Publié dans Jean-Marie Harribey & Michael Löwy ed., *Capital contre nature*, Coll. Actuel Marx, PUF, Paris 2003.